

# Municipales : en Ile-de-France, le désarroi des "oubliés" de la zone 5

LE MONDE | 05.11.2013 à 12h37 • Mis à jour le 05.11.2013 à 16h54 |

Par **Eric Nunès** ([/journaliste/eric-nunes/](#))



A Grigny, en 2009, le préfet de l'Essonne avait imposé des mesures d'économie drastiques pour éviter que la ville ne décroche, avec un déficit insupportable de 15,5 millions d'euros. | AFP/JOEL ROBINE

Ils sont les Franciliens de « la frange », les abonnés de la zone 5 des réseaux de transports en commun, des urbains chassés du centre de la métropole par un prix de l'immobilier galopant. La dynamique économique de la capitale, les projets d'investissements pour des infrastructures structurantes comme le réseau de métro Grand Paris, le projet de loi de métropolisation de la capitale, « *nous ne faisons que les regarder* », regrette François Roger, maire socialiste de Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne), 6 500 habitants. La capitale avance, « *mais nous avons le sentiment d'être laissés sur le bord de la route* », appuie Jean-Michel Levesque (Val-d'Oise), maire UMP d'Osny, 16 000 habitants. « *Nous ne sommes dans rien* », résume abruptement Olivier Legois, maire centriste de Dourdan (Essonne), 10 000 habitants.

Situées à quelques dizaines de kilomètres de Paris, ces villes ont vu leur démographie bondir depuis le milieu des années 1980. Pour accueillir et maintenir sur leurs territoires ces nouveaux habitants, les élus ont réalisé ou adapté des équipements. Crèches, centres de loisirs, terrains de sport, centres culturels « *Les habitants exigent d'avoir le même niveau de service qu'à Paris* », souligne le maire de Champagne-sur-Seine.

## « UN CITRON QUI EST VIDÉ »

Dans le contexte d'un Etat exsangue, l'effort budgétaire de 1,5 milliard d'euros réclamé par le gouvernement aux collectivités territoriales se traduira par une baisse des investissements des communes. L'entretien de la voirie, les manifestations culturelles, les équipements sportifs, l'environnement seront les premières cibles d'économies des maires, selon une enquête de l'Association des petites villes de France (APVF), publiée le 29 octobre.

Parallèlement, la Cour des comptes, dans un rapport sur les finances des collectivités territoriales publié en octobre, engage les élus locaux à contrôler davantage leurs dépenses de fonctionnement. « *Mais on ne peut pas presser un citron qui est vidé. C'est quoi nos marges de manœuvre, quand 95 % de nos dépenses sont incompressibles ?* », interroge Philippe Rio, maire communiste de Grigny (Essonne), 26 000 habitants. Dans cette ville pauvre, surendettée, « *les jeunes n'ont ici plus de rêves, plus d'espoir. Mais nous sommes sans marge financière pour maintenir une politique locale. La fracture territoriale ne cesse de se creuser* », déplore-t-il. Son confrère UMP d'Osny ne dit rien de différent : « *Comment maintenir un budget de fonctionnement alors que nous avons serré tous les boulons, et poursuivre une politique locale qui apportera des solutions à ceux qui sont en difficulté ?* »

Pour beaucoup d'élus, le rappel à l'orthodoxie budgétaire des magistrats de la Cour des comptes agace. « *Je les invite dans ma municipalité et qu'ils m'indiquent où ils voient de la gabegie de deniers publics !* », lance Jean-Michel Morer, maire socialiste de Trilport (Seine-et-Marne), 5 000 habitants. « *L'Etat me contraint à mettre en place la réforme des rythmes scolaires, je dois également financer une police municipale et batailler seul pour protéger des zones agricoles contre des constructions illégales. On ne cesse de charger notre barque tout en nous enlevant toujours plus de moyens.* »

Les territoires périurbains de l'Ile-de-France figurent parmi les plus fragiles, soulignent leurs édiles. A cinq mois des municipales, les conséquences pourraient se payer. « *Les jeunes qui n'ont pas de boulot finissent par voter FN* », avertit Jacques Profit, maire divers gauche de Fontenay-Trésigny, 5 000 habitants (Seine-et-Marne).

« *Mener sur ce territoire une politique locale, c'est mener la guerre au sentiment de déclassement*, poursuit Jean-Michel Morer. *La capacité d'écoute, d'action et la proximité du maire et de ses services sont la dernière ligne de cohésion sociale. Le FN l'a très bien compris. En 2012, Marine Pen en campagne est venue à Trilport soutenir des facteurs dont les postes étaient menacés. Elle a parlé proximité et service public.*

*C'est très habile.* » La candidate du FN a recueilli plus de 22 % des voix à Trilport lors de la présidentielle.

« *La France de la périphérie ne doit pas être une terre de relégation* », conclut le maire socialiste de Trilport.

> Lire aussi l'entretien : [Luc Rouban : "On est passé d'un vote de classe à un vote privatif"](/politique/article/2013/11/05/luc-rouban-on-est-passe-d-un-vote-de-classe-a-un-vote-privatif_3508226_823448.html) (/politique/article/2013/11/05/luc-rouban-on-est-passe-d-un-vote-de-classe-a-un-vote-privatif\_3508226\_823448.html)

(/journaliste/eric-nunes/) **Eric Nunès** (/journaliste/eric-nunes/)

Journaliste

Suivre